

TAXE SUR LA DISTRIBUTION GRATUITE A DOMICILE D'IMPRIMES PUBLICITAIRES NON ADRESSES

Article 1. Il est établi , pour les exercices 2014, 2015, 2016 et 2017, une taxe communale sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés.

Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2. Sont visés par les présentes dispositions la distribution gratuite dans les chefs des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Article 3. Par carte et feuille publicitaire, il faut entendre les pièces qui sont composées d'une feuille (deux faces imprimées ou non au plus).
Par catalogue, dépliant ou journal publicitaire, il faut entendre les pièces qui comprennent plus d'une feuille (reliés, agrafés ou pliés).

Article 4. Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par des journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, pharmaciens, infirmiers) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux; les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques ainsi que les informations non commerciales aux consommateurs;
- les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels;
- les petits annonces non commerciales qui émanent de particuliers;
- les annonces notariales;
- les offres d'emploi;
- la propagande électorale.

Article 5. Sont considérés comme textes publicitaires :

- les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés;
- qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;

- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction.

Article 6. La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions pour chaque firmes ou produits spécifiquement déterminés dont il est fait mention sur l'imprimé publicitaire.

Le distributeur des imprimés taxables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Si l'éditeur ou le distributeur ne sont pas connus, la personne physique ou morale pour laquelle l'imprimé est distribué, est responsable du paiement de la taxe.

Article 7. Les différentes formats sont:

a) Cartes et feuilles publicitaires:

- superficie plus petite ou égale au format A4
- superficie plus grande que le format A4 mais ne dépassant pas la superficie de 2 x le format A4

b) Catalogue, dépliant ou journal publicitaire

Article 8. Les taux de taxation en Euro sont fixés comme suit pour les années 2014 à 2017 inclus:

		2014	2015	2016	2017
1	Plus petit ou égal à A4	0,0112	0,0114	0,0116	0,0118
	Minimum par distribution	28,15	28,71	29,28	29,86
2	Plus grand que A4	0,0224	0,0228	0,0232	0,0236
	Minimum par distribution	56,30	57,43	58,58	59,75
3	Catalogues, dépliant ou journaux	0,0336	0,0342	0,0348	0,0354
	Minimum par distribution	112,61	114,86	117,16	119,50

Article 9. A la demande du redevable, l'Autorité communale compétente est autorisée à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel pour toute l'année, en remplacement des cotisations ponctuelles. Le régime de taxation forfaitaire doit être demandée au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition et restera valable jusqu'à la fin de l'année d'imposition ou jusqu'à révocation par le redevable. Les taux en Euro de taxation forfaitaire mensuels sont fixées comme suit pour les années 2014 à 2017 inclus quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois:

		2014	2015	2016	2017
1	Plus petit ou égal à A4	675,69	689,2	702,98	717,04
2	Plus grand que A4	1.351,40	1.378,43	1.406,00	1.434,12
3	Catalogues, dépliant ou journaux	2.027,09	2.067,63	2.108,98	2.151,16

Article 10. Le contribuable est tenu de faire préalablement, à chaque distribution, une déclaration à l'Administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Article 11. La taxe est perçue au comptant.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible .

Article 12. Toute personne disposant de livres ou documents nécessaires à l'établissement de la taxe a l'obligation, lorsqu'elle en est requise par le(s) membre(s) du personnel communal désigné(s) par le collège à cet effet, de les produire sans déplacement. A défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement, en cas d'insuffisance de celle-ci ou en cas de refus de déclaration, le redevable fera l'objet d'une taxation d'office sur base des éléments dont l'Administration communale dispose. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu. En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due sera majorée d'un montant double de celle-ci.

Les infractions au présent règlement sont constatées par le(s) membre(s) du personnel communal, désigné(s) à cet effet par le Collège et qui est (sont) compétent(s) pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe et des ses diverses dispositions. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 13. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe ou sa majoration auprès du Collège des Bourgmestres et Échevins. La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant. Si le redevable ou son représentant en a fait la demande explicite dans la réclamation, il sera invité à être entendu lors d'une audition dans un délai de quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition. La présence à l'audition doit être confirmée par écrit par le redevable ou son représentant au Collège ou au membre du personnel désigné par le Collège à cet effet, au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition

Article 14. Le présent règlement-taxe remplace, à partir de son entrée en vigueur, le règlement-taxe sur la distribution gratuite d'imprimés publicitaires adopté par le conseil communal en séance du 25 octobre 2012.

**BELASTINGREGLEMENT OP HET GRATIS VERSPREIDEN VAN NIET-
GEADRESSEERD RECLAMEDRUKWERK AAN HUIS**

Artikel 1. Er wordt een belasting gevestigd op de verspreiding aan huis van publiciteitsbladen en –kaarten met commercieel karakter, alsook catalogi, vouwbladen en kranten die publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet geadresseerd zijn voor de dienstjaren 2014, 2015, 2016 en 2017

Enkel de gratis bedeling ten huize van de bestemmingen wordt geïviseerd.

Artikel 2. Volgende bepalingen treffen het gratis verspreiden van niet-geadresseerde reclamedrukwerken ten huize van de bestemming, die toegankelijk zijn voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en minder dan 40 % niet –publicitaire redactionele teksten bevatten.

Artikel 3. Onder publiciteitsbladen en –kaarten wordt verstaan : stukken die bestaan uit meer dan één blad (twee al dan niet bedrukte bladzijden).

Onder catalogi, vouwbladen of publiciteitskranten wordt verstaan : stukken die uit méér dan één blad bestaan (ingebonden, vastgeniet of gevouwen).

Artikel 4. Onder redactionele teksten dient men te verstaan :

- teksten die door journalisten uit hoofde van hun beroep zijn geschreven ; voor zover er geen sprake in is, hetzij expliciet, hetzij impliciet, van firma's of bepaalde producten;
- teksten die, t.a.v. de bevolking van de gemeente een sociale rol vervullen en algemene inlichtingen zonder commerciële bedoelingen verstrekken of ook officiële informatie van openbaar nut i.v.m. de orde of het welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegkundigen, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke en allerlei nationale en internationale informatie; algemene regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke en folkloristische alsook literaire en wetenschappelijke niet-commerciële mededelingen aan verbruikers;
- meldingen over erediensten, aankondigingen van allerlei activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten en activiteiten van jeugdhuisen en culturele centra;
- kleine niet-commerciële advertenties uitgaande van particulieren ;
- notariële aankondigingen ;
- werkaanbiedingen ;
- verkiezingspropaganda.

Artikel 5. Worden als publicitaire teksten beschouwd :

- de artikels waarin impliciet of expliciet bepaalde firma's of producten worden vermeld;
- die op een directe of verdoken manier naar reclame verwijzen;
- die er op een algemene manier naar streven firma's, producten of diensten onder de aandacht te brengen, bekend te maken, aan te bevelen en dit teneinde tot een commerciële transactie te komen.

Artikel 6. De belasting is verschuldigd door de uitgever van de drukwerken die onder deze bepalingen vallen voor alle specifieke firma's of producten die op het reclamdrukwerk vermeld staan.

De verdeler van de aan de belasting onderworpen drukwerken is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Als de uitgever en de verdeler niet gekend zijn, zal de belasting ten laste gelegd worden van de natuurlijke of rechtspersoon voor rekening waarvan het publicitaire drukwerk verspreid wordt.

Artikel 7. De verschillende formaten zijn:

a) Publiciteitsblad of -kaart:

- oppervlakte kleiner of gelijk aan formaat A4

- oppervlakte groter dan formaat A4 maar niet groter dan 2 x A4 formaat

b) Catalogus, vouwblad of publiciteitskrant:

Artikel 8. De belastingtarieven in Euro worden voor de jaren 2014 tot en met 2017 als volgt vastgelegd :

		2014	2015	2016	2017
1	Kleiner of gelijk A4	0,0112	0,0114	0,0116	0,0118
	Minimum per verdeling	28,15	28,71	29,28	29,86
2	Groter dan A4	0,0224	0,0228	0,0232	0,0236
	Minimum per verdeling	56,30	57,43	58,58	59,75
3	Catalogus, vouw-blad of krant	0,0336	0,0342	0,0348	0,0354
	Minimum per verdeling	112,61	114,86	117,16	119,50

Artikel 9. Op verzoek van de belastingplichtige mag de gemeentelijke overheid een regime van forfaitaire maandelijkse heffing voor het hele jaar i.p.v. punctuele bijdragen toekennen.

Het regime van maandelijkse forfaitaire heffing dient gevraagd te worden ten laatste op 31 januari van het dienstjaar en zal tot einde van het dienstjaar of tot opzegging van de belastingplichtige geldig blijven. De aanslagvoeten in euro van de forfaitaire maandelijkse heffing worden voor de jaren 2014 tot en met 2017 ongeacht het aantal exemplaren dat in de loop van de maand wordt verdeeld als volgt vastgelegd:

		2014	2015	2016	2017
1	Kleiner of gelijk A4	675,69	689,2	702,98	717,04
2	Groter dan A4	1.351,40	1.378,43	1.406,00	1.434,12
3	Catalogus, vouw-blad of krant	2.027,09	2.067,63	2.108,98	2.151,16

Artikel 10. De belastingplichtige is ertoe gehouden voorafgaandelijk aan iedere distributie, een aangifte bij de gemeente in te dienen waarop alle noodzakelijke gegevens voor de heffing van de belasting vermeld zijn.

Artikel 11. Deze belasting wordt contant geïnd.

Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ingekohierd en onmiddellijk ingevorderd .

Artikel 12. Iedereen die beschikt over boeken en bescheiden die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting is verplicht om die zonder verplaatsing voor te leggen op verzoek van het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college. Bij gebrek aan aangifte binnen het vastgesteld termijn in het reglement en in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden volgens de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt. Vooraleer wordt overgegaan tot vestiging van de ambtshalve belasting brengt het gemeentebestuurde belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik gemaakt wordt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De belasting mag niet worden gevestigd vóór die termijn verstreken is. In geval van ambtswege inkohiering wordt de verschuldigde belasting verhoogd met het bedrag dat gelijk is aan het dubbele van de verschuldigde belasting. De inbreuken op huidig reglement worden vastgesteld door het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college en die bevoegd zijn om een controle of een onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van het belastingreglement en zijn diverse bepalingen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijs van het tegendeel.

Artikel 13. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan tegen een de belasting of een belastingverhoging een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met reden omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet. Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift uitdrukkelijk gevraagd heeft, dan zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting in een termijn van te minste vijftien kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet schriftelijk door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting aan het college of aan het personeelslid

Artikel 14. Het huidige reglement vervangt , vanaf zijn invoeging, het belastingreglement op het gratis verspreiden van niet-geadresseerd reclamewerk aan huis, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 25 oktober 2012.

